

## **Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ressources humaines et dialogue social**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absents :**

## **Indemnités de fonction des élus**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application des articles L.2123-20 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal fixe les indemnités de ses membres selon des barèmes et dans la limite d'une enveloppe indemnitaire globale.

Le Maire informe qu'il renonce à l'établissement de droit et sans débat de son indemnité de fonction au taux maximum du barème et propose au Conseil municipal de la fixer à un montant inférieur.

Il est proposé de diminuer de 5% le montant total des indemnités versées aux membres du Conseil municipal par rapport à la précédente mandature. Cet effort portera sur les indemnités du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués.

Les indemnités sont établies par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

En conséquence, il est proposé de fixer le montant des indemnités selon les taux d'attribution (pourcentage de l'indice) suivants :

Fonction	Nombre	Taux
Maire	1	68%
Adjointes	25	42,8%
Conseillers municipaux délégués	22	24,8%
Conseillers municipaux	17	4,8%

Un tableau annexe récapitule l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil municipal.

Un élu ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur, déduction faite des cotisations sociales obligatoires, à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire. Lorsque le plafond est dépassé, ses indemnités font l'objet d'un écrêtement, qui est reversé au budget de la personne publique au sein de laquelle il exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Les indemnités seront versées à compter de l'entrée en fonction des élus : la date d'installation du Conseil pour les conseillers municipaux, la date de leur désignation et de prise des arrêtés de délégation pour ceux ayant délégation de fonction du Maire.

En tant que chef-lieu de département, la commune de Montpellier peut, par un vote distinct de la présente, décider d'une majoration allant jusqu'à 25% des indemnités de ses élus.

Le Conseil municipal peut moduler le montant des indemnités perçues par les élus en fonction de leur participation effective aux séances plénières. Les principes seront définis dans le règlement intérieur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les principes d'indemnisation des élus et fixer les indemnités de ses membres selon les modalités établies par la présente et récapitulées en annexe ;
- d'approuver par un vote distinct la majoration de 25% au titre de chef-lieu de département ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;
- de dire que les présentes dispositions prennent effet à compter de l'entrée en fonction de ses membres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 6 août 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 août 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau récapitulatif

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200730-136422-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/08/20  
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.